

23 Octobre 2012

A toutes nos organisations CGT  
de Seine Maritime.



## Face aux attaques du patronat ! Poursuivons la mobilisation...

Dans un contexte d'austérité étendue à l'ensemble de l'Europe, la situation économique et sociale en France se dégrade. Orchestrée par le patronat, la multiplication des plans sociaux plonge l'économie au bord de la récession tout en faisant pression sur les salariés par un odieux chantage à l'emploi et au salaire. **L'austérité, c'est moins de dépenses sociales, c'est moins de services publics.**

### Journée d'actions européenne, le mercredi 14 novembre, contre l'austérité.

Après la journée d'action européenne du 9 octobre, le Comité exécutif de la CES, réuni le 17 octobre 2012, appelle à une journée d'action et de solidarité, **le 14 novembre**, face aux politiques d'austérité, qui plonge l'Europe vers la récession.

Cette journée prendra diverses formes: grèves, manifestations, rassemblements et autres actions.

Au niveau national, les modalités de cette journée, ne sont pas encore arrêtées, mais déjà, préparons-nous à sa réussite, comme nous avons su le faire le 9 octobre dernier...

### Il faut stopper les bras des casseurs !

Le 24 mai dernier, la CGT, lors d'une rencontre avec le Premier ministre, l'avait alerté sur la situation de l'emploi et de la casse orchestrée par le patronat.

La CGT lui avait remis une liste de **55** entreprises, recensant **45.000** emplois menacés.

Dans cette liste, **ALCATEL-LUCENT** qui vient d'annoncer la suppression de **5490 suppressions de postes**. Avec **1430** départs prévus, en France, soit **15 %** de son effectif total, et **27 %** de tous les licenciements.

En 1970, **ALCATEL** a intégré la **CGE** (Compagnie Générale d'Electricité), puis le groupe **CIT-Alcatel**, nationalisé en 1982, principal fournisseur des **PTT**.

En Seine maritime, il y avait **2** usines à **Eu** et à **St**

**Nicolas d'Aliermont** avec plus de 4.000 salariés au total (aujourd'hui il reste environ 350 salariés à Eu et St Nicolas d'Aliermont est devenu une PME).

En 1987, la **CGE** est privatisée par Chirac, puis France télécom en 1998. En 2006, Alcatel fusionne avec **Lucent Technologies**, pour devenir **Alcatel-Lucent**. En 2007, **Alcatel-Lucent** supprime **12.500** emplois sur les 79.000. En 2012 pour répondre aux appétits des actionnaires, **Alcatel-Lucent** annonce **5490 suppressions de postes**, dont **1.430** en France.

(Pour plus d'informations : sur le site de l'UL CGT Dieppe : [www.cgt-dieppe.fr/](http://www.cgt-dieppe.fr/))

Cette situation est d'autant plus paradoxale que le marché des télécoms est aujourd'hui économiquement sain. Ainsi les trois grands opérateurs français ont versé **5 milliards** d'euros de dividendes à leurs actionnaires.

- **1430** emplois = **+7.88%** de hausse du titre Alcatel, à la Bourse de Paris.

**Pour stopper cette casse de l'emploi : Mobilisons-nous...**



## Petroplus :

**J-13** C'est le nombre de jour qu'il reste au gouvernement pour trouver une solution de reprise à la raffinerie.

Près de **1.500** personnes se sont rassemblées devant la raffinerie de Petit Couronne, le **18 octobre**, pour exiger la poursuite de l'activité. (Ci-joint : liste état de présence).

Le **19 octobre**, une rencontre a été organisée avec le Président de la République, celui-ci s'est engagé à ce que le dossier aboutisse.

Il a été rappelé, que les dossiers seront traités par les Administrateurs et non au Tribunal puisque il y a liquidation (même si le Tribunal sera certainement amené à valider ensuite).



**Ce matin** : Une réunion est prévue entre l'UD CGT et intersyndicale de la raffinerie pour organiser des actions **mercredi** et **vendredi** prochain. **AG** devant la raffinerie le même jour à 12h45.

**TCAR : 14<sup>ème</sup> jour de grève.** A la demande de l'UD, une rencontre a eu lieu à la CREA, le **vendredi 19 octobre**, avec une délégation de la CGT TCAR (10 personnes) et l'UD CGT de Seine Maritime. Nous avons rappelé au directeur du cabinet du Président de la CREA, ses responsabilités face à ce conflit.

**Le 22 octobre** Une délégation du Syndicat CGT a été reçue par la Direction TCAR, **le registre ne change pas. Le chantage demeure.**



**Communiqué de la CGT TCAR : Seule avancée :** en conservant les 11h d'amplitude : 1,1% d'augmentation au lieu de 0,9% mais toujours sous la menace de la sous-traitance.

Les propositions les plus chargées sont toujours celles qui remettent en causes les 11h d'amplitude :

**Hypothèse 12h** : 1,8% d'augmentation. **Hypothèse 12h30** : 2,9 % d'augmentation, 15 € de prime de 2 fois, 82,5 € de PNA. Par contre la direction refuse de s'engager sur le renoncement de l'usage de la sous-traitance. Ceci est compréhensible puisque dans sa proposition à 12h30 les mesures proposées creuseraient encore le déficit de près de 500 000€ malgré l'économie réalisée par la réduction de **47 conducteurs**. Rappelons que le chantage de la **sous-traitance** remet en cause le maintien de **60 emplois au sein de la TCAR**.

**Nous ne pouvons pas accepter une telle situation et ce véritable chantage à l'emploi et aux conditions de travail.**

Vendredi 19 Octobre 2012, une délégation CGT TCAR et Union Départementale a été reçue par le Secrétaire de cabinet de M. SANCHEZ Président de la CREA. Nous avons fermement renouvelé notre demande d'être reçu directement par le Président, car nous pensons que la CREA a une responsabilité et des moyens d'action dans ce dossier.

**Nous attendons une réponse de la part de M.SANCHEZ, dans le cas contraire, nous nous organiserons afin de nous inviter dans les locaux de la CREA.**

Un tract est distribué aux usagers actuellement.

**Si la situation ne se débloque pas, une action interpro va être organisée rapidement. Au niveau des syndicats, tenez-vous prêt à réagir...**

**SNCF : Grève le 25 octobre.** A la SNCF, la direction ne modifie rien à sa stratégie. Les restructurations au sein des établissements se poursuivent les suppressions d'emplois à statut aussi, et la politique salariale est à nouveau sous le sceau de la rigueur.

La direction de la SNCF doit stopper les restructurations qui désorganisent le service public et qui cassent le Fret.

**Emploi :** L'opération médiatique sur les annonces de recrutement a fait long feu. Pour stabiliser au minimum les effectifs en 2012, il n'aura échappé à personne qu'entre les 5 300 recrutements prévus et les 6 900 départs, il manque 1 600 embauches supplémentaires.

**Salaires :** Avec une inflation supérieure à 2% pour 2012, la direction de la SNCF propose 0,5% d'augmentation générale et donc une nouvelle perte de pouvoir d'achat des salaires. Avant d'essayer de donner des leçons, le président de la SNCF, qui veut faire de la SNCF une entreprise exemplaire, ferait bien de commencer par régler le problème du salaire d'embauche à la SNCF qui est en-dessous du SMIC.

**La fédération CGT exige du gouvernement** une autre feuille de route pour la direction SNCF afin de répondre aux besoins de la nation en matière de service public ferroviaire de marchandises et voyageurs. **Au niveau local**, des initiatives seront organisées.

**En Seine Maritime,** les cheminots seront présents devant la **Préfecture** à partir de **9h30**. A 10h, une délégation sera reçue à la Préfecture.



**IFCASS : le 18 octobre,** mobilisation du personnel de l'IFCASS à Dieppe (*institut de formation aux carrières administratives, sanitaires et sociales. Il dépend du ministère de la santé et des affaires sociales. Il héberge et forme 290 stagiaires issus des DOM et de la région Haute-Normandie. Ses missions : insertion et de formation. Il prépare aux concours du paramédical, du social et de l'administratif. Il propose des formations diplômantes, aides médico-psychologique et auxiliaire de vie sociale. Il aide aux validations des Acquis et de l'expérience (VAE) dans ces domaines.*)

**En 2010 le gouvernement de l'époque** avait annoncé la diminution par 2 des subventions en 2011 et la fin des subventions en 2012. Autant dire qu'il voulait asphyxier cet organisme au service de l'insertion et de la lutte contre le chômage. La lutte avait permis la survie de l'institution, mais rien n'était réglé. 50 emplois directs sont en jeu, et sans doute autant d'emplois indirects.

Aujourd'hui a eu lieu une mobilisation de son personnel et de ses étudiants, avec le soutien de la CGT. Ils se sont rendus en cortège jusqu'à la sous-préfecture de Dieppe. Le gouvernement doit désormais répondre pour consolider les financements de cet institut de formation qui accueille depuis plus de 30 ans des jeunes d'outre-mer mais aussi des locaux.



## **Congrès de l'Union Syndicale Retraités de Seine Maritime :**

**Les 15 et 16 octobre, s'est tenu le congrès de l'USR** à Gonfreville l'Orcher devant 124 délégués, avec pour thème principal « Quel syndicalisme retraité pour demain ? »

Après débats (62 interventions) dans 3 ateliers et sur le rapport d'activité (24 interventions).



## ils ont voté les décisions suivantes :

- 1) Insister sur le rôle des sections professionnelles là où elles existent en lien avec les actifs pour favoriser l'activité syndicale
- 2) Engager dans chaque section, avec les syndiqués, des débats thématiques à partir des fiches de l'UCR : repères revendicatifs spécifiques, pour aider à décliner des pistes d'action dans la proximité en territoire
- 3) Impulser auprès des sections professionnelles le travail avec d'autres sections sur un même territoire au service d'une initiative donnée (sortie culturelle, action revendicative...)
- 4) Travailler à concrétiser des lieux d'accueil de proximité pour aider à la syndicalisation (type ULSR)
- 5) Organiser des journées thématiques en fonction des besoins de sections et de l'actualité revendicative
- 6) Impulser à la saisie dans l'outil CGT COGITIEL des syndiqués des sections et syndicats
- 7) S'inscrire dans la préparation des congrès à venir (CGT et UCR) pour avoir toute notre place en tant que retraité
- 8) S'inscrire dans toutes les luttes à venir à quelque niveau que ce soit.



Le Conseil Départemental et la Commission Financière de Contrôle ont été élus à l'unanimité, composés de **44** membres, dont **5** à la CFC : **16** nouvelles candidatures et seulement **13** femmes. Il y a eu un débat serein et constructif, il reste maintenant à passer aux actes.

## **Les mobilisations en Europe contre l'austérité se poursuivent...**



**Le samedi 29 septembre**, des dizaines de milliers de Portugais se sont rassemblés à **Lisbonne** à l'appel des syndicats pour crier leur refus de la politique de rigueur menée par le gouvernement de centre-droit. La place du Commerce, était noire de monde. Selon les estimations de la presse, elle peut contenir entre **70 000** et **175 000** personnes. Le Premier ministre de centre-droit, Pedro Passos Coelho, avait décidé le 7 septembre d'**augmenter** l'année prochaine les cotisations sociales des salariés de **11%** à **18%** et de **réduire** dans le même temps les cotisations patronales de **23,75%** à **18%**. Depuis il est revenu sur sa position.



**Le 18 octobre** : Les Grecs ont débrayé ce jeudi, pour la seconde fois en trois semaines, pour réclamer aux dirigeants européens réunis à Bruxelles de ne pas procéder à de nouvelles coupes dans leurs salaires et leurs pensions. →



**Le samedi 20 octobre**, des milliers de personnes sont descendues dans les rues de **Rome** ce samedi pour protester contre la politique économique du gouvernement italien



**Le samedi 20 octobre 2012**, **150 000** personnes ont défilé dans les rues de **Londres** pour protester contre les mesures d'austérité du gouvernement. →

